

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DE YOUGOSLAVIE

Amnesty International écrit au secrétaire général de l'OTAN'

Index AI: EUR 70/60/99

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International a écrit au secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, pour lui faire part de sa profonde préoccupation face aux attaques aériennes perpétrées les 7 et 8 mai sous la direction de l'OTAN, et qui auraient fait 18 victimes civiles.

En ce qui concerne l'attaque du 7 mai - qui visait apparemment l'aéroport de Nis mais qui a touché le marché du centre de la ville et un hôpital civil voisin et qui aurait tué 15 personnes -, Amnesty International s'inquiète à l'idée qu'en préparant cette attaque, l'OTAN n'ait pas suffisamment tenu compte de la proximité des civils. L'Organisation aimerait savoir en particulier si la présence de civils dans les environs a été prise en considération à l'heure de choisir les armes à utiliser contre l'aéroport, et pourquoi cette attaque a été planifiée au milieu de la journée, c'est-à-dire à un moment où de nombreux civils se trouvaient sur le marché tout proche.

En ce qui concerne le bombardement du 8 mai contre l'ambassade de la République populaire de Chine à Belgrade, qui s'est soldé par la mort de trois civils, Amnesty International a fait observer à M. Solana que même si l'OTAN a reconnu que cette attaque était une erreur, il y a toujours lieu de craindre - comme Amnesty International l'a déjà souligné dans un courrier précédent - qu'elle ne prend peut-être pas suffisamment de précautions pour choisir et étudier attentivement les cibles qu'elle se propose d'attaquer.

Dans sa lettre, Amnesty International réclame à M. Solana l'assurance qu'une enquête sur ces attaques sera ouverte sans tarder, et conclut en rappelant qu'aucune réponse n'a encore été apportée sur les motifs spécifiques de préoccupation qu'elle a soulevés au sujet de certains drames précédents qui constituaient peut-être des violations du droit international humanitaire par les forces de l'OTAN I